

Campagne mondiale pour l'éducation

Document d'orientation sur les domaines prioritaires du plan stratégique 2023-2027

Enseignants et enseignement

1. Contexte

« Les normes internationales, les organes d'experts et les études placent systématiquement les enseignants au centre de l'accès universel à une éducation équitable et de qualité »¹. Derrière elle se cache l'abîme entre la rhétorique et les réalités concrètes des pays, en particulier dans les communautés marginalisées, où la pénurie d'enseignants continue de s'aggraver et où ceux qui restent en poste le font avec de grandes limitations et peu de reconnaissance.

Selon l'UNESCO, 69 millions de nouveaux enseignants sont nécessaires au niveau mondial pour atteindre les objectifs de 2030 en matière d'éducation, dont près de 25 millions pour les enfants de l'école primaire et 44 millions pour ceux de l'école secondaire. En outre, il faut 28 millions d'enseignants pour remplacer ceux qui prendront leur retraite d'ici 2030². Ces données ne tiennent pas compte des besoins en enseignants dans les systèmes d'éducation et de formation des adultes et d'éducation de la petite enfance, qui sont désavantagés, compte tenu du nombre élevé d'adultes analphabètes et de la privatisation écrasante de l'éducation et de la prise en charge des jeunes enfants, souvent confiées à du personnel sans éducation ni formation professionnelle.

En Afrique subsaharienne, où les défis sont probablement les plus importants, il faut ajouter que la région manque de 4,1 millions d'enseignants : près d'un million dans l'enseignement primaire et 3,3 millions dans l'enseignement secondaire. D'ici 2030, les pays de la région devront recruter 15 millions d'enseignants : 6,1 millions dans le primaire et 8,9 millions dans le secondaire. On estime que, pour atteindre l'ODD 4 d'ici 2030, les pays devront recruter 8,7 millions d'enseignants et remplacer 6,3 millions d'enseignants qui quitteront la profession³.

Avec la COVID-19, les enseignants et les situations d'enseignement ont été confrontés à de nouvelles menaces, causées non seulement par la pandémie elle-même, mais aussi par l'appétit commercial de certaines sociétés de communication et de technologie, qui ont profité de la crise sanitaire pour faire des affaires. C'est ainsi que sont apparues des tendances qui, directement ou subrepticement, ont fait croire que les écoles étaient inutiles et coûteuses et qu'il était possible

¹ UNESCO. Teacher Policy Development Guide. Paris, 2019, p.11

² <https://groundreport.in/world-needs-69-million-new-teachers-to-achieve-education-target-un-report/>

³ Teachers Task Force. Closing the gap. Ensuring there are enough qualified and supported teachers in sub-Saharan Africa. Paris, 2021.

de se passer du travail d'enseignement en le remplaçant par des programmes numériques d'auto-apprentissage.

Ces événements malheureux ont contribué à appauvrir et à dégrader le travail des enseignants, en les soumettant à des mécanismes qui sapent les avantages sociaux de l'emploi dans l'enseignement.

Comme nous le savons, les enseignants sont l'une des composantes les plus importantes de la main-d'œuvre d'une nation (2 à 3 % ou plus de l'emploi formel dans de nombreux pays) ; ils sont à la fois la principale ressource humaine de tout système éducatif ou environnement d'apprentissage et la composante financière la plus importante du budget de toute autorité éducative, représentant entre 60 % et plus de 80 % des dépenses récurrentes (hors capital) de l'éducation publique⁴.

Avec la pandémie, les tentatives d'imposer des mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont aggravé⁵ la situation d'un secteur majoritaire de travailleurs publics. Ainsi, les pratiques ont été étendues à la transplantation dans l'éducation, à des modèles d'exploitation tels que le travail à la pièce et l'embauche à temps fixe, dans de nombreux cas sans garantir le salaire minimum ou un travail décent.

Ces mécanismes ont été constamment dénoncés par les syndicats d'enseignants, par l'Internationale de l'éducation et par la CME.

L'objectif de développement durable numéro quatre (ODD 4) vise à garantir de meilleures possibilités d'apprentissage et une éducation plus équitable et inclusive pour tous. Plus précisément, la cible 4.c de l'ODD appelle à une augmentation de l'offre d'enseignants qualifiés, en particulier dans les pays à faible revenu. Cependant, comme l'indique Antonia Wulff, « de nombreuses tentatives ont été faites pour recadrer le programme et modifier sa portée, notamment en détournant la priorité de certaines cibles, en particulier celles relatives aux environnements d'apprentissage et aux enseignants »⁶.

Ce problème devrait attirer l'attention sur l'urgence de traiter les problèmes d'éducation en général, et en particulier ceux liés à l'enseignement et aux enseignants, dans le cadre des droits de l'homme et de ne pas les limiter au champ d'application du programme de développement durable.

Le cadre des droits de l'homme contient des obligations contraignantes pour les États, qui comprennent les droits à, dans et par l'éducation, dans un contexte général complété par les

⁴ Ibidem

⁵ Education International. An Educator's guide to the WDR 2018. Brussels, 2018.

⁶ Wulff, Antonia (ed). Grading Goal Four. Tensions, threats, and opportunities in the Sustainable Development Goal on Quality Education. Brill Sense, Leiden, 2020, p.2

droits du travail, économiques, sociaux et culturels qui, ensemble, appellent à garantir et à protéger la dignité de la profession d'enseignant.

La Campagne mondiale pour l'éducation a également dénoncé la persécution et l'assassinat d'enseignants dans de nombreuses situations de conflit et a appelé les gouvernements et la communauté internationale à défendre et à développer des politiques globales pour protéger leur vie et leurs conditions de travail.

La CME est également préoccupée par la montée de l'autoritarisme et les menaces qui pèsent sur la démocratie, qui comprennent non seulement la fermeture des espaces de participation, mais aussi la répression des protestations sociales pacifiques et légitimes et la criminalisation des étudiants et des enseignants, dont de nombreuses femmes qui défendent le droit humain à l'éducation.

2. Le plan stratégique de la CME (2023-2027)

La CME est convaincue que les enseignants sont essentiels à la réussite et à l'avenir de l'éducation. C'est pourquoi le plan stratégique 2023-2027 de la CME préconise d'investir dans la profession d'enseignant, car il s'agit de l'un des investissements les plus judicieux pour générer des retours sur investissement en faveur d'un progrès sociétal juste et durable.

Le plan stratégique suggère également une série d'actions que le mouvement de la CME devrait entreprendre dans le cadre de politiques, de systèmes et d'institutions d'éducation :

- Valoriser et rémunérer correctement les enseignants à tous les niveaux et mettre en place des conditions de travail favorables et équitables.
- Faire participer les enseignants, le personnel de soutien à l'éducation et les syndicats d'enseignants à l'élaboration des systèmes et des institutions d'éducation
- Comblent d'urgence le manque croissant d'enseignants, en tenant dûment compte de la diversité et de l'égalité dans la profession d'enseignant
- Offrir un développement professionnel continu et des possibilités d'apprentissage aux enseignants à tous les niveaux afin de répondre aux besoins changeants des apprenants dans toute leur diversité et de la société dans son ensemble.
- Renforcer la sécurité des enseignants, du personnel d'appui à l'éducation et des apprenants dans tous les contextes

Ces mesures doivent s'accompagner d'une mobilisation générale des membres de la CME, afin de s'assurer que les États fournissent une éducation et un apprentissage libres et ouverts, facilement accessibles et adaptés au contexte, et qu'ils protègent l'autonomie professionnelle et la liberté académique des enseignants à tous les niveaux, selon toutes les modalités et dans tous les contextes, y compris les situations d'urgence.

3. Défis critiques

La CME estime que la pénurie d'enseignants et les menaces qui pèsent sur la profession d'enseignant affectent l'ensemble de la planète, car la promotion d'une citoyenneté mondiale fondée sur le respect et la promotion des droits de l'homme en tant que mode de vie ne peut se faire qu'en surmontant toutes les formes d'exclusion et de marginalisation partout dans le monde. Cependant, la CME constate que la pénurie d'enseignants est dramatique dans certaines régions et certains pays, particulièrement pour les étudiants vivant avec un handicap et les populations autochtones, et qu'elle n'est pas un problème dans d'autres.

Comme l'affirme à juste titre l'Internationale de l'éducation, membre fondateur de la CME, le monde doit s'engager à augmenter les investissements dans des systèmes d'éducation publique de qualité, à garantir les droits du travail et de bonnes conditions de travail pour les enseignants et le personnel de soutien à l'éducation, et à respecter les enseignants et leur expertise pédagogique. L'amélioration des conditions d'enseignement dans ces régions et pays passe par la mise en œuvre de nouvelles stratégies de décolonisation, qui impliquent l'élimination des mesures d'austérité qui empêchent les États de verser des salaires décents aux enseignants, ce qui nécessiterait également de résoudre le problème du poids de la dette dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Les données mondiales révèlent que la crise de l'apprentissage rapportée quotidiennement dans les différents médias est en partie due aux difficultés du travail d'enseignement et à l'exclusion des enseignants de la participation à la prise de décision.

Cela a un effet dramatique sur tous les processus éducatifs, mais il révèle surtout qu'au lieu d'une crise de l'apprentissage, le monde est confronté à une crise de l'inégalité, dans laquelle les pays à revenus faibles et moyens et les groupes de populations de la petite enfance, des jeunes et des adultes qui sont discriminés, paient les conséquences de ce type de violence structurelle.

Des politiques éducatives tenant compte de l'égalité de genre, des investissements financiers pour garantir aux enseignants un niveau de vie décent, l'accès à la technologie et à la formation pédagogique pour enseigner dans les situations les plus diverses et les plus complexes sont quelques-unes des lacunes que les gouvernements devraient combler d'urgence pour garantir le droit de chacun à l'éducation, y compris les femmes et les personnes vivant avec un handicap. Nous ne devons pas oublier que les enseignants dans les camps de réfugiés enseignent dans des environnements surpeuplés et dans des conditions sanitaires médiocres qui ont non seulement des effets néfastes sur leurs conditions de vie, mais limitent également les possibilités d'apprentissage des enfants, des jeunes et des adultes.

Enfin, la CME reconnaît que les enseignants jouent un rôle crucial dans le développement et la promotion des valeurs démocratiques au sein des communautés. Toutefois, l'incapacité à

inculquer les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, accompagnées d'une discussion ouverte et d'une pensée critique, n'est pas un accident dans les dictatures.⁷

En tant que société, nous ne pouvons pas simplement nous attendre à ce que les enseignants, qui vivent sans la protection et la formation nécessaires, puissent assumer avec succès la responsabilité d'éduquer les enfants, les jeunes et les adultes dans les situations d'urgence. Les enseignants ont besoin d'une formation spéciale pour soutenir les communautés touchées par la guerre, le changement climatique, les catastrophes et, entre autres urgences, la famine. Alors que nous continuons à assister à des situations d'urgence telles que la crise des réfugiés Rohingyas au Bangladesh⁸, le déplacement massif de la population civile à l'intérieur et au-delà des frontières nationales en Afghanistan⁹, et les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique¹⁰, ces situations d'urgence s'entrecroisent souvent.

Il est injuste d'attendre des enseignants qu'ils résolvent des problèmes qui ne sont pas traités ou résolus dans les arènes politiques nationales et internationales correspondantes. Mais il est impossible que ces problèmes soient résolus sans la participation des enseignants. Briser le système des deux mesures est une tâche que nous devons entreprendre avec détermination.

4. La voie à suivre

Le travail de plaidoyer de la CME devrait continuer à se concentrer sur les besoins et les droits des enseignants, en veillant à ce qu'ils restent au cœur de l'éducation.

Il convient toutefois d'élargir le champ d'action afin que les syndicats d'enseignants soient progressivement inclus dans toutes les coalitions nationales de l'éducation. De cette manière, la voix et l'expérience des enseignants, en particulier des jeunes, enrichiront la prise de décision sur les actions de plaidoyer.

Un élément essentiel de la démocratie dans l'éducation, ancré dans les normes internationales et les bonnes pratiques, est la liberté académique ou professionnelle. Le développement des compétences démocratiques passe notamment par la création et le maintien d'un environnement de liberté d'expression. Par conséquent, si la liberté académique est protégée de manière efficace pour les enseignants, cela crée un climat propice à l'apprentissage de la démocratie pour les étudiants.¹¹

⁷ Education International. On Education & Democracy. 25 Lessons from the Teaching Profession. Brussels, 2019. , p.18

⁸ M. Mahruf C. Shohel (2020) Education in emergencies : challenges of providing education for Rohingya children living in refugee camps in Bangladesh, Education Inquiry.

⁹ Voir UNHCR (2021). Urgent : Rapid escalation in Afghanistan

¹⁰ Brain, L, et Hammond, L. (2020). Food security during the COVID-19 pandemic: overlapping challenges, emerging responses in the Horn of Africa. SOAS.

¹¹ Education International. On Education & Democracy, op cit, p. 28

Ce principe ouvre la porte à de nouveaux défis pour la CME, car la capacité des enseignants à inculquer les valeurs démocratiques, la justice environnementale, l'égalité de genre et la constitution d'une masse critique nécessite un type d'éducation et de formation initiales auquel tout le monde n'a pas accès. Influencer les programmes de formation des enseignants est donc une voie stratégique qui devrait être recherchée de manière plus décisive, en particulier dans les universités ou les institutions équivalentes chargées de la formation des enseignants.

D'autres actions de plaidoyer devraient être orientées vers l'adoption de cadres juridiques et de politiques concrets pour garantir aux enseignants les meilleures conditions de travail, y compris la préparation pour les contextes d'urgence.

Il est particulièrement important de garantir les conditions nécessaires au travail des enseignants dans les camps de réfugiés, les refuges pour migrants et demandeurs d'asile et les installations similaires, en accordant une protection particulière aux enseignantes et aux apprenantes, et d'inclure les enseignants et les organisations qui les représentent dans les structures de prise de décision à tous les niveaux.